

FRE-NEWS

Bulletin d'actualité de la Fédération romande pour l'énergie (FRE)

N° 77 – le 28 novembre 2009

* * *

Assemblée générale de la Fédération romande pour l'énergie (FRE) **Chantal Balet élue à la présidence**

Passage de témoin à la Fédération romande pour l'énergie! Lors de son assemblée générale, le 19 novembre à Lausanne, cette association a élu l'avocate et économiste valaisanne Chantal Balet à sa présidence. Elle succède à l'ancien conseiller national Serge Beck.



La Fédération romande pour l'énergie (FRE) regroupe près de 1600 membres individuels et collectifs. Elle s'est notamment illustrée à travers ses positions favorables au recours complémentaire à l'énergie nucléaire et aux sources renouvelables. Son comité compte des représentants de la science, de la politique, de l'économie énergétique et des chambres de commerce romandes. Ses avis et ses informations sont étayés par les travaux de son Conseil scientifique, qui comprend plusieurs professeurs des Hautes Ecoles.

En tant qu'ancienne directrice romande de l'association faîtière *economiesuisse*, Chantal Balet connaît parfaitement les rouages de la politique et de l'économie de notre pays. Elle assume en particulier des mandats de conseil auprès de grandes sociétés actives dans le domaine de l'énergie. En sa qualité de nouvelle présidente de la FRE, elle entend promouvoir un dialogue constructif dans le débat énergétique, indispensable à ses yeux pour affronter les risques de pénurie qui se profilent sur un proche horizon.

D'autres personnalités ont été élues au comité de l'association, en particulier les députés Frédéric Haenni, président de Gastrovaud, et Pierre Weiss, vice-président du Parti libéral radical suisse, ainsi que l'économiste et homme politique valaisan Paul-André Roux, le chercheur scientifique et enseignant Jacques-André Hertig et l'ingénieur jurassien Christophe Günter.

* * *

Les ambitions nucléaires de la Chine

Cap sur la 4^e génération

La Chine se lance sans attendre dans la 4^e génération nucléaire. Elle construira dès 2012 un premier réacteur expérimental de 800 mégawatts, fondé sur la technologie des surgénérateurs. Simultanément, elle mettra en chantier une vingtaine de nouvelles centrales à eau qui porteront la part de l'atome dans la production d'électricité à 5% vers 2020.

Le projet de centrale à neutrons rapides témoigne de la volonté de la Chine de devenir un leader dans le développement des technologies nucléaires. Les réacteurs de quatrième génération représentent une amélioration par rapport aux systèmes à eau en termes de coût, d'efficacité énergétique et de sûreté.

Ce premier surgénérateur, situé dans la ville de Sanming dans la province du Fujian, sera détenu à 51% par China National Nuclear Corp (CNNC), le principal promoteur national de puissance nucléaire installée. Une autre entreprise du pays, la China Huaneng Group, construit de son côté son propre réacteur expérimental de quatrième génération, d'une puissance de 100 mégawatts.

En attendant l'avènement de la quatrième génération, la Chine porte son effort sur la troisième génération avancée. Elle s'apprête à engager la construction de quatre réacteurs à eau pressurisée dans la province du Shandong. L'accord de licence avec Westinghouse inclut le transfert de la technologie AP1000. Pékin a également signé un contrat de 8 milliards de dollars pour l'édification de deux centrales de type EPR avec le groupe français Areva.

Reste la question du combustible. La CNNC a récemment indiqué qu'elle entend porter sa production d'uranium domestique à 2000 tonnes par an d'ici à 2020. Cinq mines d'uranium sont actuellement en exploitation dans le pays, qui produisent environ 840 tonnes par an, selon la World Nuclear Association. Pendant une vingtaine d'années, la Chine va par conséquent accroître ses importations de combustible, en particulier d'Australie et d'Afrique.

* * *

Fin de l'âge d'or électrique

La France manque de courant

Tant que persistent les douceurs automnales, ça va. Mais gare aux chutes brutales de températures! La position de la France en tant que grande pourvoyeuse d'électrons à ses voisins européens n'est plus qu'un souvenir. Pour avoir abandonné son ambitieux programme de développement nucléaire dès les années 90, elle perd la maîtrise de son approvisionnement. Les chances de la Suisse de reconduire ses contrats d'importation, qui arrivent bientôt à échéance, sont pratiquement nulles.

«La France devra importer davantage d'électricité cet hiver que l'an dernier au moment des pics de consommation en raison d'une capacité de production inférieure», annonçait récemment le Réseau de Transport d'Electricité (RTE). La disponibilité prévisionnelle du parc de production est en très net retrait par rapport à l'hiver passé sur les mois de novembre à janvier.

«L'arrivée de nouvelles centrales éoliennes et thermiques à flamme ne compense pas la baisse conjoncturelle de la disponibilité du parc de production français», explique RTE. Avec 80% d'électricité d'origine nucléaire, la France subit une baisse inhabituelle de sa capacité de production. Cette situation

s'explique par des grèves qui ont retardé cet été la maintenance de certains réacteurs et par des arrêts non planifiés.

Elle s'explique aussi, et surtout, par l'interruption du programme de construction de nouvelles centrales dès les années 90 pour des raisons politiques. L'abandon de Superphénix sous la présidence de Jacques Chirac et l'émergence d'associations antinucléaires nationales et régionales ont mis fin à la dynamique qui avait permis à la France de se libérer de l'emprise du pétrole dans ses approvisionnements énergétiques.

Au seuil de l'hiver, la disponibilité du parc nucléaire est actuellement légèrement supérieure à 70%. En cas de chutes de température conformes aux normales saisonnières, des importations seront nécessaires. Le niveau d'importation estimé par RTE pourrait alors culminer à 4000 mégawatts, soit l'équivalent de la moitié de la consommation suisse.

* * *

Source de diversification énergétique

Le bois-énergie monte en puissance

La diversification énergétique est en marche. Même s'il a fallu à la Suisse plus de trente ans pour redécouvrir cette richesse locale, la forêt est aujourd'hui la deuxième source d'énergie renouvelable du pays après l'hydraulique. Copeaux de bois, pellets et bûches couvrent désormais 3,9 % de nos besoins en énergie.

Après deux années de baisse consécutives, la consommation d'énergie en Suisse a augmenté l'an dernier de 4,1%. Cette hausse porte sur l'ensemble des agents énergétiques: mazout (+5,1%), gaz naturel (+6,1%), électricité (+2,3%), mais également sur le nouveau renouvelable. «Dans une Suisse où la dépendance énergétique reste très importante, avec 80% de nos besoins importés, le bois, le soleil et la géothermie symbolisent une bouffée d'air frais», souligne dans un communiqué l'association Energie-bois suisse.

Cette association a notamment collaboré au programme de la Fondation du centime climatique pour la promotion des sources de substitution. Depuis son lancement en 2007, le Centime climatique comptabilise une centaine de chauffages au bois qui permettront de diminuer les rejets d'un demi-million de tonnes de CO₂ d'ici à 2012. Depuis cinq ans, le taux de croissance des énergies renouvelables est réjouissant. Le bois est en pleine expansion. Dans ce secteur, 2008 présente un bilan exceptionnel, avec une hausse de 13,1% par rapport à 2007.

Nos informations sont développées sur le site www.frenergie.ch

Rédaction: Jean-Pierre Bommer